

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

7 AU 13 AVRIL 1994

N° 952

10,00 F

PRÉCARITÉ, CHÔMAGE, EXCLUSION SOCIALE...



CIP retiré ne fait pas le printemps

BALLADUR, tout comme ses ministres ultra-libéraux, Madelin et Longuet, ne cessent d'invoquer la nécessité de réformer la société française et regrettent les blocages qu'ils rencontrent dans leur travail. Rien d'étonnant à cela ! Les réformes en question ne sont nullement préparées au profit de l'ensemble de la population mais au bénéfice des capitalistes, de la classe dominante. Elles s'inscrivent dans le cadre de la restructuration du capitalisme.

Le modèle de croissance capitaliste de l'après-guerre ayant manifesté ses limites à la fin des années 60 et au début des années 70, ainsi que les solutions keynésiennes de relance de la consommation afin de sortir de la crise, les capitalistes ont opté pour la voie de la flexibilité (ou de l'exploitation et de la précarité à tout va). Ils ont prôné le dépassement de l'usine fordienne (concentrée) et instauré un nouvel ordre productif basé sur de plus petites unités de production, toujours coordonnées par un centre ; l'objectif étant d'obtenir un accroissement sensible de la productivité du travail à partir notamment de l'automatisation du processus de travail (équipements électroniques, robotiques), dans les conditions d'une production en continu. Les entreprises sont donc devenues flexibles pour faire face aux aléas de la demande. Ce qui signifie une flexibilité de l'organisation du travail (main-d'œuvre qualifiée polyvalente) basée sur la flexibilité de la force de travail (précarité du statut des salariés), du temps de travail (horaires variables,

(suite p. 3)

ARGUMENTS

« PÉTAÏN ÉCOLO ? »

P. 2

T 2137 - 952 - 10.00 F



F 0 P 2520

"C.I.P. KANGOUROU"

LAISSEZ-MOI
AU MOÏNS
ÇA!..

LAZAGNET



COMMUNIQUÉ

**Lettre ouverte
à ceux
qui cherchent
des
boucs
émissaires**

Très nombreux, trop nombreux sont ceux qui avancent l'idée d'un complot dès qu'ils sont confrontés à des révoltes, des luttes, des contestations qui mettent en danger leur pouvoir, leurs privilèges. En 1894 (il y a donc tout juste un siècle), les « lois scélérates » furent votées pour « s'opposer aux menées anarchistes » (récemment abrogées). Clemenceau fit valoir à plusieurs reprises la (grosse) ficelle du complot mené par la CGT à laquelle, il est vrai, les anarchistes contribuaient très largement.

Aujourd'hui, c'est le ministre de l'Intérieur qui nous ressort ces tartarades. Il dénonce « la main des anarchistes », des casseurs... derrière les révoltes, les luttes légitimes de tous ceux et toutes celles qui en ont marre de subir le chômage ou de travailler pour des salaires de misère.

Qui sème la haine et la misère, récolte la révolte et des émeutes — 1894, les années 30, plus près de nous : 1968, 1978, 1986 (tiens, déjà Pasqua !). Cette situation n'est pas nouvelle et se déroule toujours de la même manière : le ministre de l'Intérieur annonce qu'il a découvert un vaste complot international et/ou

(suite p. 3)

CHÔMAGE

Au théâtre des guignols le programme ne change pas

En vue du week-end du 1^{er} mai, la Fédération anarchiste prépare des initiatives sur le thème : « Non au partage de l'emploi et de la misère, oui au partage du travail et des richesses ».

LA LUTTE CONTRE le chômage demeure, on le sait, l'ardente préoccupation de « nos » hommes politiques. Heureusement qu'ils se penchent avec attention sur le problème, sinon que deviendrions-nous s'ils s'en foutaient ?

Il leur arrive même de faire preuve, parfois, d'une prodigieuse audace. Ainsi, Mitterrand promettait en 1981 « la création de 210 000 emplois par an, dont 150 000 dans le secteur

Nous vous présentons dans ce numéro le premier article d'une série axée sur le domaine économique. Sébastien Basson examine ici les politiques anti-chômage de gauche et de droite.

public » (1). En treize ans, il aurait pu « abolir » le chômage. Des saboteurs ont, sans doute, mis des bâtons dans les roues du char de l'Etat.

Marchais, lui, voulait encore aller plus vite avec un million et demi d'emplois en plus, en deux ans, en arrêtant l'immigration, précisait-il.

Aujourd'hui, les sociaux sont plus prudents. Comme le Monde l'a relaté, lors de la dernière convention nationale du PS l'« estimation hasar-

deuse » de M. Strauss-Kahn « annonçant la création de 2,5 millions d'emplois en six ans est passée à la trappe » (2). A l'émission « 7 sur 7 », Rocard a expliqué que cette annonce était « maladroite ». En effet, le citoyen le plus placide était en droit de poser cette insolente question : pourquoi ne pas y avoir pensé plus tôt ?

Rocard est plus sérieux. Désormais, son discours portera sur « la société solidaire » qui, selon le Monde, sera « la planche d'appel de sa campagne présidentielle ». Le même journal remarquait que les « conventionnels » du PS, guidés « par l'envie de revenir rapidement au pouvoir », ont fait preuve d'une « audace mesurée » en se prononçant pour les 35 heures en

(suite p. 8)

« LA TERRE, ELLE, NE MENT PAS »

Pétain écolo ?

PÉTAIN ÉCOLO ? Cette question peut choquer les naïfs qui s'attachent plus aux apparences qu'au fond des problèmes. Les idées écologistes sont, elles aussi, bien souvent des idées reçues sans véritable discussion. De même à propos du pétainisme, du fascisme ou du nazisme, il est extrêmement dangereux de se contenter de l'interprétation idéologique souvent déformée que nous en donnent les démocrates qui permettent de masquer certaines filiations ou tout simplement des conjonctions des idées ou des pratiques dans la grande sphère autoritaire. Des filiations ou des conjonctions, il y en a plus d'une à découvrir, que ce soit à propos de la gestion corporatiste du

monde ouvrier, de la régionalisation, de l'émergence de la technobureaucratie, du planisme, ou même de la défense des langues régionales (1). Et si le mot d'« écolo » n'était pas encore apparu sous Pétain et si la science écologique était encore marginale, un écologiste intègre avant la lettre se dessinait déjà.

De quoi s'agit-il ? Eh bien, tout simplement du fameux rapport homme-nature interprété pour justifier ou mener une politique. Cette problématique, rappelons-le, est ni plus ni moins celle des écologistes actuels. Que ne dit-on pas aujourd'hui au nom de la nature ! Et que n'a pas dit Pétain en son temps !

Ainsi, le 8 novembre 1940 fut inauguré un chêne « Maréchal

Pétain » dans la forêt de Tronçais, aux confins septentrionaux du Bourbonnais. Le Maréchal vint en personne prononcer un discours où il déclara à propos de l'arbre : « Je viendrai, de temps à autre, lui demander conseil et m'inspirer de son exemple [...] » (2). Propos qui ne s'éloignent guère de ceux que tiennent actuellement les gourous actuels de la *deep ecology* comme Jim Nollman : « *L'écologie spirituelle part du principe que les animaux et les plantes (qui sait où se situe la démarcation ?) possèdent une conscience, une intuition, une perception à part entière - ainsi que probablement le sens de l'amour et de la sagesse* » (3).

Certes, sous Pétain, les références à la nature sont plutôt de type allégorique, sentimental et peu sophistiqué. Mais derrière la simplicité des propos se cachent des positions idéologiques marquées que l'on retrouve dans des propos écologistes contemporains, sans qu'il y ait forcément filiation directe, là n'est pas le problème. Le pétainisme s'est fait le chantre, lui aussi, d'un apparent bon sens paternaliste, via l'exaltation d'une certaine idée de la nature, d'une façon que ne renierait pas le néo-pétainiste Cousteau.

Le pétainisme glorifie le « terroir », le « pays » (4). On connaît le fameux mot du Maréchal où la nature est érigée en sujet de sagesse : « *La terre, elle, ne ment pas* ». C'est également Claudel écrivant à propos de l'arbre : « *De même, que je me tienne droit ! Que je ne perde pas mon âme ! Cette sève essentielle, cette humidité intérieure de moi-même, cette effervescence, dont le sujet est cette personne que je suis, que je ne la perde pas en une vaine touffe d'herbe et de fleurs ! Que je grandisse dans mon unité ! Que je demeure unique et droit !*... Ce même Claudel qui déclama à propos de Pétain à Noël 1940 : « *France, écoute ce vieil homme qui sur toi se penche et qui te parle comme un père ! Fille de Saint-Louis, écoute-le*

et dis : en as-tu assez maintenant de la politique ? » Ou encore le poète Thieurel dédiant ces vers au Maréchal : « *Au plus profond des bois la patrie a son cœur / Un peuple sans forêt est un peuple qui meurt.* »

Le pétainisme a fait l'apologie de la paysannerie, mettant sur le même plan grandes et petites exploitations. Lucien Romier, conseiller personnel de Pétain et ministre, qui soutenait la petite propriété fut finalement battu par l'équipe Le Roy Ladurie (Jacques)/ Louis Salleron défendant un corporatisme favorable aux grands propriétaires, et qui réussira à rallier le fameux Dorgères, le leader des « chemises vertes » écolo-régionalo-paysannes des années 30.

Le pétainisme considère la famille et la nation comme les plus petites unités naturelles l'une sur le plan sociologique l'autre sur le plan politique, et il les défend farouche-

en septembre 1940 (6) conviendrait tout à fait aux écolos d'aujourd'hui. Sans compter le régionalisme, le corporatisme et la religiosité également défendus par le Maréchal. L'anticapitalisme ne suffit pas s'il n'est pas accompagné d'une critique contre toutes les formes d'autorité et d'un projet social réellement libertaire. Eh oui, l'histoire a déjà montré que sous des bouteilles et des étiquettes différentes pouvaient se cacher les mêmes piquettes infâmes !

Philippe Pelletier
(gr. Makhno - Saint-Etienne)

(1) En effet, que cela plaise ou non, le régime de Pétain fut le premier, peut-être même depuis le fameux édit de Villers-Cotterêts qui institutionnalisa la langue d'oïl en 1539, à développer les langues régionales en France (circulaire Ripert de 1940, arrêté Carcopino de 1941), sans parler du ralliement en 1940 des « folkloristes » ou du Félibrige : peut-on réellement les considérer comme des phénomènes secondaires et fortuits ?

(2) Philippe Rey, *La forêt de Tronçais - essai de représentation d'un espace marginal*. Mémoire de maîtrise en géographie (1993).

(3) Jim Nollman, *Ecologie spirituelle - Pour renouer avec la nature*, éditions Jouvence, Genève, 1991, 250 p. Ce genre de phrase, que l'on retrouve à la louche, est d'autant plus inquiétant que Nollman se réfère souvent à Bookchin : déjà bien des confusions, et bien des angoisses si ce genre de lascar arrivait au pouvoir ! On notera l'escalade philosophique d'un Nollman se demandant si les plantes ne seraient pas aussi des animaux, ce qui reviendrait à dire que les hommes sont peut-être des légumes puisqu'étant déjà des animaux, conformément aux positions loufoques des anti-spécistes. Et son brusque doute sur l'amour et la sagesse qu'auraient « probablement » les plantes ne nous dit rien de bon sur son sens de l'humour !

(4) Christian Faure, *Le projet culturel de Vichy*, Presses universitaires de Lyon, 1989, 338 p.

(5) Marc Ferro, *Pétain*, éditions Fayard, 1987, 792 p. A remarquer que les gauchistes en délicatesse avec la nation usent d'une circonvolution identique pour contourner le chauvinisme patriotique, celle de « communauté nationale » qui appartient pourtant au vocabulaire de Pétain ! En fait, dans les deux cas, il y a une conception « naturaliste » de la nation, vue comme un fait non contingent qui serait impossible à transcender.

(6) Messages, p. 186.

RÉUNIONS-DÉBATS

« L'écologie peut-elle être un danger ? » avec Philippe Pelletier

TOULON

Vendredi 8 avril - 20 h

Salle Franck-Arnal

rue Vincent-Scotto (quartier La Rodé)

(A l'initiative des groupes Région-toulonnaise et Nada de la FA)

MARSEILLE

Samedi 9 avril - 17 h

au Centre international

de recherches sur l'anarchisme (CIRA)

3, rue Saint-Dominique (près de la gare Saint-Charles)

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

LA LIAISON FA DES ARDENNES COMMUNIQUE

BOGNY-SUR-MEUSE

Vidéo-exposition

« ASPECTS MÉCONNUS DU MOUVEMENT OUVRIER
L'ÉMEUTE CONTRE LA VIE CHÈRE

A BRAUX EN 1911 »

et discussion

« PASSÉ ET PERSPECTIVES
DU MOUVEMENT OUVRIER »

Vendredi 15 avril - 20 h 30

Salle J. Lenoir, quartier de Levrézy

(Organisé par « La Question sociale », BP 66, 08120 Bogny-sur-Meuse)

PRÉCARITÉ, CHÔMAGE, EXCLUSION SOCIALE...

CIP retiré ne fait pas le printemps

(suite de la « une ») recours au travail à temps partiel) et finalement du salaire (volonté d'abolir le salaire minimum, notamment pour les jeunes travailleurs, avant de l'imposer aux autres, afin d'individualiser le salaire dans un cadre concurrentiel). En outre, cette restructuration du capitalisme se déroule dans un contexte de concurrence exacerbée et d'internationalisation croissante des marchés.

Le CIP et la loi quinquennale sur l'emploi dont il faisait partie s'inscrivent donc dans le nouvel ordre capitaliste caractérisé par la flexibilité multidimensionnelle et corrélativement, par l'exclusion de couches de plus en plus importantes de la population. Les luttes entamées depuis un mois, si elles se limitaient au seul retrait du CIP, seraient inconscientes. Le gouvernement prépare pire (remise en cause des acquis sociaux, de la protection sociale, des conditions de travail, du droit de grève...), d'où la nécessité d'un dépassement de cette revendication, d'une radicalisation et d'un élargissement de la révolte des jeunes.

Les réformes du gouvernement sont une véritable déclaration de guerre aux travailleurs, aux chômeurs et aux exclus en tout genre. La société n'est pas bloquée, monsieur Balladur, elle se défend, elle lutte contre l'ordre inégalitaire que vous renforcez.

Ivan Tomic

SÉLECTION RADIO LIBERTAIRE (89.5) PARIS • Samedi 9 avril, 20 h 30 - 22 h : « Raconte pas ta vie » : les révoltés de bac + 2.

LYON JEUDI 7 AVRIL « Manifestations anti-CIP » EXPOSITION DE PHOTOS, DISCUSSION LIBRE SUR LES ÉVÉNEMENTS... à 20 h Librairie La Plume Noire 19, rue Pierre-Blanc 69001 Lyon

LE RETRAIT DU CIP NE DOIT ÊTRE QU'UNE ÉTAPE

De la révolte à la révolution

Le « CONSENSUS » a volé en éclats — Avec le chômage, la précarité, l'accroissement des inégalités et la dégradation de nos conditions de vie, nous nous retrouvons dans une situation sociale explosive. Il est désormais fréquent d'entendre dire que « ça va péter ». Cette expression traduit des impressions souvent diverses, voire des tendances radicalement opposées : il y a le ras-le-bol pur et simple, mais aussi la peur d'une vague de violence « incontrôlable ». Pour certains, le clash social est le seul moyen d'en finir avec les injustices, pour d'autres c'est la perspective de pouvoir donner libre cours à leur haine raciste et réactionnaire !

En tout cas, le consensus a volé en éclats. Il permettait jusque-là, à la bourgeoisie et à l'Etat, de maintenir la « paix sociale ». Grosso modo, face aux revendications ouvrières, le patronat se permettait de lâcher du lest ; le pouvoir d'achat des salariés s'améliorait ainsi que la protection sociale. Avec la consommation de masse, on espérait même que la misère allait définitivement disparaître.

Dans cette partie de ping-pong entre le patronat et les syndicats, on peut dire que les exploités avaient, depuis les années 50, accepté dans les faits le capitalisme.

Aujourd'hui, les patrons et les dirigeants n'ont plus qu'une seule idée : mener une politique d'austérité à tous les niveaux. Pour se conformer aux exigences de leur propre système économique, ceux-ci imposent des baisses de salaires (sous couvert du « partage du travail »), des horaires flexibles (annualisation du temps de travail) ; ils mettent l'éducation au service exclusif de la rentabilité, ils diminuent la protection sociale (allocations chômage, santé...) et banalisent la misère en créant un nouveau statut social : celui du RM1ste.

La révolte — Face à cela, les mouvements de contestation se multiplient : marins-pêcheurs, grèves dans les entreprises (Air France, Alstom, PTT, Télécom...).

Plus précisément, on voit que la contestation porte de moins en moins sur des problèmes particuliers (telle ou telle mesure gouvernementale) et qu'elle commence à prendre la forme d'un mouvement de classe : exploités et opprimés contre bourgeois et gouvernants.



Lyon, le jeudi 24 mars : sur fond de gaz lacrymogènes, cavalcade de CRS sur la place Bellecour lors d'une manifestation anti-CIP. Photo Alex.

Lors des dernières manifestations, ce n'est pas seulement le CIP qui a été refusé. Pour un grand nombre de manifestants, de sympathisants de ce mouvement, c'est tout un système social qui est attaqué ! C'est la révolte de ceux et celles qui se rendent compte que la « course au diplôme » pour « s'en sortir » n'est qu'une vaste fumisterie !

C'est la révolte de ceux et celles qui ne croient plus aux conneries des politiques. C'est aussi une autre frange de ce mouvement, parmi les plus pauvres, qui s'en prend directement et de manière tripale à tout ce qui matérialise la société et son « ordre » : vitrines de magasins, abribus, belles bagnoles, flics...

Face à ces révoltes, le pouvoir est très conscient qu'il n'y a plus de consensus. Il peut prétendre, à l'occasion, céder à la pression de la rue, mais peaufine, par ailleurs, l'arsenal répressif (tant policier que judiciaire).

En finir avec les illusions de gauche — Ce que certains appellent « le peuple de gauche » avait cru à la possibilité de réformer la société. L'arrivée des « socialistes » au pouvoir en 1981 et ce qui a suivi devrait être une démonstration suffisante ! Mais l'idée du moindre mal, du mieux que rien, reste profondément ancrée, et constitue encore un blocage important pour le développement d'un mouvement révolutionnaire.

Allons nous laisser le PS et le PC nous présenter leurs vieux mythes pourris comme des idées nouvelles ?

Les Rocard et consorts nous rabâcher lamentablement les mêmes stupidités, puisées dans les 110 propositions d'avant 1981 !

Pour ouvrir de réelles perspectives, il faut en finir avec les illusions de « gauche » !

Pour un mouvement social révolutionnaire — Les syndicats, après s'être bureaucratisés, après s'être limités durant des années à des revendications salariales, après s'être subordonnés aux stratégies des partis politiques, se révèlent incapables de traduire les aspirations des salariés ! Confrontés à un patronat décidé à ne plus rien lâcher, ils restent sur la défensive et ont peur d'un mouvement social qui leur échapperait.

Contre l'ensemble de cette gauche, l'enjeu est pour nous de contribuer à jeter les bases d'un mouvement social révolutionnaire, c'est-à-dire : autonome des partis et des centrales syndicales ; capable de pratiques et d'idées révolutionnaires en rupture avec le réformisme et l'électoratisme ; capable de développer ses propres structures : collectifs, comités, coordinations et fédérations ; capable d'opposer au capitalisme et à l'Etat un projet social sur des bases égalitaires et libertaires.

Ne nous laissons pas piéger sur le terrain de la violence — Vu la décomposition des mouvements sociaux, depuis la fin des années 70, on ne peut se leurrer sur les rapports

de forces existant dans la société. Nous partons d'une explosion de colère et il faut essayer de construire un mouvement social. Pour cela, nous devons être capables de ne pas nous laisser enfermer dans un cycle « d'affrontement-répression » dans lequel nous n'aurions rien à gagner.

L'Etat le sait parfaitement et c'est pour cela qu'il tente délibérément de favoriser la violence spontanée par des provocations policières évidentes, pour justifier ensuite encore plus de répressions, voire un régime « musclé ». C'est sciemment que la police a fait dégénérer les manifestations pour remettre en question, dans les faits, le droit de manifester. Il importe aujourd'hui de prendre publiquement et clairement position sur le problème de la violence. Nous savons tous et toutes que la plus grande violence est d'abord celle exercée par l'Etat et le capitalisme. Nous savons également que tout changement radical de société ne peut se faire sans heurts, puisque la bourgeoisie ne se laissera pas menacer et déposséder sans réagir. Les mouvements sociaux sont donc appelés à se confronter à la violence des pouvoirs en place. L'important est qu'elle soit assumée et organisée collectivement, dans un but de défense et non comme un but en soi.

S'organiser dès maintenant — Le rôle que se donne la Fédération anarchiste n'est pas celui d'une avant-garde qui tenterait d'encadrer, de diriger et de manipuler les mouvements sociaux, à leurs dépens. Le rôle d'une organisation comme la nôtre est de faire progresser, d'impulser, de proposer des idées et des pratiques anarchistes, allant dans le sens de l'auto-organisation des mouvements.

Concrètement, dans les lycées, comme ailleurs, essayons de mettre en place des réseaux militants ; pour faire circuler l'information ; pour réfléchir collectivement sur nos actions ; pour défendre la liberté d'expression dans les lycées ; pour dénoncer et ne pas rester isolés face à la répression policière ; pour continuer la lutte, impulser des grèves, renforcer partout où nous le pourrons le mouvement anarchiste dans son ensemble.

Groupes lyonnais de la Fédération anarchiste

Lettre ouverte à ceux qui cherchent des boucs émissaires

anarchiste, qui manipule des manifestants crédules ; pour crédibiliser ces affirmations, la police opère généralement quelques arrestations spectaculaires. Si ce n'est pas suffisant, la police déguisée en « civil » provoque des incidents divers. Ces opérations permettent d'engager la dernière manœuvre : la criminalisation des manifestants, dénoncés comme des voleurs, des casseurs et ainsi séparer le bon peuple, dont « on » comprend les tourments, de l'ivraie qui subit la « légitime » répression.

Le plus drôle (si l'on peut dire), c'est qu'il existe encore des journalistes pour reprendre dans un premier temps ces informations, quitte, par la suite, à « découvrir » la manipulation.

Désolés de ne pas servir les desseins du « sinistre » de l'Intérieur et ses relais zélés dans les mondes politique et médiatique ! Nous sommes anarchistes et révolutionnaires, nous le revendiquons au grand jour. Nous menons une lutte

contre les systèmes sociaux qui génèrent les inégalités, les injustices, les exclusions.

Alors, qui sont les vrais responsables de la situation actuelle ? Où est la violence ? Qui la génère ?

La violence : ce sont deux morts par jour dus aux accidents du travail (en France), ce sont des milliers d'hommes ou de femmes obligés de mendier, de coucher dans les rues, ce sont ceux et celles que l'on bat, que l'on arrête, que l'on insulte, parce qu'ils sont beurs, noirs, jaunes ou femmes. Cette violence verbale ou physique, les anarchistes n'en sont pas responsables.

Agir, construire un autre futur — La droite et la gauche utilisent les émeutes, manipulent la révolte des plus pauvres afin de promettre de changer la vie... après les prochaines

élections. Si les élections pouvaient supprimer la misère, depuis le temps, ça se verrait.

L'émeute, la révolte sans conscience révolutionnaire, sans volonté de construire autre chose, sont récupérables par n'importe qui, y compris ceux qui nous oppriment aujourd'hui.

A la révolte (indispensable), les anarchistes rajoutent la nécessité d'inscrire ces moments dans une perspective et une pratique révolutionnaire quotidienne qui seule permettra d'apporter les changements radicaux nécessaires pour construire un monde de liberté, d'égalité et d'entraide. C'est la seule voie réaliste qui nous éloigne réellement du règne actuel de l'illusion politicienne et de l'hypocrisie érigée en morale de comportement.

Secrétariat aux Relations extérieures de la FA (Paris, le 2 avril 1994)

RENDEZ-VOUS

BORDEAUX
La Fédération anarchiste de Bordeaux participe à la journée d'action sociale pour l'emploi du jeudi 7 avril.
Les sympathisant(e)s libertaires sont donc invité(e)s à se joindre à elle, à 10 h 30, sur la place de la République, lieu de rendez-vous.

CHELLES
Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA vous invite, le vendredi 8 avril à 20 h 30, à un débat sur le thème suivant : « Gauche-extrême droite, les liaisons dangereuses ». La soirée sera animée par Thierry Maricourt. Réunion au local du groupe, situé au 1 bis, rue Emille à Chelles.

GAP
Liaison FA de Gap c/o l'ACL, BP 6081, 83065 Toulon cedex.
Vente ML : samedi de 11 h à 12 h, place Jean-Marcellin à Gap.

PARIS 18^e
Permanence du groupe Louise-Michel : chaque samedi de 15 h à 17 h au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M^e Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.
Lors de celle-ci, la bibliothèque de l'Union régionale Ile-de-France de la FA est ouverte au public.

PARIS/MONTREUIL
Le groupe Alliance (20^e arr.) vend le Monde libertaire, chaque dimanche à partir de 11 h 30, sur le marché aux puces de Montreuil (M^e Portefranco-Montreuil).

RENNES
Le groupe de Rennes de la Fédération anarchiste organise le mercredi 13 avril, à partir de 20 h, à la Maison du Champs-de-Mars, une réunion-débat sur le thème : « Travailler aujourd'hui : le servage ou la lutte ? ».

TOULON
Un collectif libertaire s'est formé sur Toulon. Des permanences ont lieu le mercredi de 14 h à 18 h et le samedi de 15 h à 18 h à « La Commune », 2, rue Francis-Fressensé (prolongement de la rue des Boucheries, près de la cathédrale).

Vous rencontrerez des militants des groupes toulonnais de la FA : Nada et Région-toulonnaise, du groupe FA de la région brignolaise, de la liaison FA Pais de Maures (Carnoules/Pignans) et de la CNT. Par ailleurs, une bibliothèque et une table de presse seront à votre disposition.
Pour toute correspondance : ACL, BP 6081, 83065 Toulon cedex.

PARUTIONS

TEE-SHIRTS
La librairie du Monde Libertaire a édité deux tee-shirts (impression noire sur fond blanc), tailles : L, XL et XXL. Prix de l'un : 75 F (port compris). Chèque à l'ordre de Publico.

Le premier, avec impression sur le devant, est un dessin de Gil (un anarcho-punk lisant Malatesta et un anar « image d'Épinal » lisant un zine alternatif), le tout agrémenté du logo du Monde Libertaire et de l'adresse de la boutique.

Le second, avec impression dans le dos, est agrémenté du mot « Anarchie », inscrit verticalement sur deux colonnes : AN-AR-CH-IE. Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Pour joindre le Mouvement anarchiste révolutionnaire, écrivez à : Renato et Elli, PO Box 51465, Raedenem 2124, Johannesburg, Afrique du Sud.

BELGIQUE

Coup d'envoi de la campagne de débaptisation

LES ÉGLISES se vident, la pratique religieuse est tombée à 18%. A l'exception des funérailles (ultime superstition oblige), tous les sacrements, du baptême au mariage, sont de moins en moins demandés par la population. Pourtant, en cette période de crise de civilisation (crise des valeurs, crise de la représentation politique, crise de la cohésion sociale, crise économique...), on ne peut que constater la renaissance d'une attraction pour l'irrationnel : de fausses réponses à de vraies angoisses.

Cette dérive mystique est drainée par les sectes, mais se voit également récupérée par les « grandes » religions et particulièrement, ici et maintenant en Belgique, par celle qui domine notre société, la religion catholique, soutenue par l'environnement culturel et par les médias.

Même privée de fidèles, l'Église maintient son pouvoir, et par là ses nuisances. Tenter de les banaliser, c'est s'en faire complice : ainsi en est-il de la condamnation de l'usage du préservatif, directement responsable de morts, à l'échelle planétaire, en cette période d'épidémie de sida. Il devient intenable de se contenter d'affirmer que les affaires de l'Église

ne nous concernent pas, *a fortiori* si notre baptême nous y associe toujours.

L'Église a tout intérêt à maintenir ses contours dans le flou optimiste qu'a fixé à son avantage la Constitution belge. Il est donc grand temps de se compter. L'esprit de la dernière encyclique papale, *La Splendeur de la Vérité*, n'est-il justement pas de séparer le bon grain de l'ivraie, menaces à l'appui envers quiconque se réclamerait trop légèrement de la communauté catholique ?

Nous vous proposons, à l'occasion de la venue de Jean-Paul II dans nos contrées à la mi-mai 1994, de le prendre au pied de la lettre. Vous avez été baptisés de bonne foi par vos parents, mais à un âge où l'on n'a pas fait grand cas de votre avis... Si vos convictions actuelles déniaient toute pertinence à ce statut d'« enfant de Dieu », membre de facto de la communauté catholique, ne laissez pas plus longtemps votre nom grossir les registres des baptêmes. Il vous est légitimement loisible de vous faire rayer de ces registres, par une simple démarche auprès du curé de la paroisse où vous avez été baptisé.

A l'inverse de la République française, qui a consacré la séparation de l'Église et de l'Etat, et à l'inverse de nombreux pays qui ont instauré un « impôt philosophiquement dédié », la Belgique (monarchie à l'appui) maintient un mode de financement des cultes complètement anachronique, qui profite outrancièrement à l'Église catholique. Elle bénéficie en effet, quasi exclusivement, des 13 milliards de francs belges de subventions annuelles aux cultes (indépendamment du financement de l'école catholique). Malgré l'austérité budgétaire, la mise à contribution des communes et des provinces a augmenté de 62% en six ans, sans possibilité de contrôle sur la gestion de l'Église. Cette situation inacceptable réclame des réformes urgentes.

Dans ce contexte, il nous semble primordial d'instiguer un mouvement de débaptisation le plus vaste possible, qui ne fera d'ailleurs qu'entériner l'évolution objective de nos mentalités. S'il est évident que bien des croyants qui ne suivent pas le Vatican et l'Église dans son tournant réactionnaire et totalitaire peuvent nous rejoindre dans notre

critique, pourquoi ne pas envisager qu'ils se débaptisent également, pour marquer leur rupture avec l'institution dans laquelle ils ne se reconnaissent plus, et pour faire de leur foi une affaire privée, personnelle ? En tout cas, notre proposition se veut non-sectaire et respectueuse des convictions de chacun.

Notons que légalement, l'Église ne peut pas refuser une requête de débaptisation, car elle serait passible de poursuites judiciaires au même titre que n'importe quelle secte.

Liaison pour l'autonomie des personnes

Mensuel bruxellois
« Alternative libertaire »
n° 162 (avril 1994)
20 FF
(en vente à la librairie du Monde Libertaire)
Abonnement : 200 FF
(chèque à l'ordre d'ALDIR)
Humeurs Noires, BP 79,
59370 Mons-en-Barœul

LETTRÉ DES ANARCHISTES D'AFRIQUE DU SUD

De l'apartheid à l'ANC

NOUS vous saluons depuis l'Afrique du Sud. Nous avons récemment mis en œuvre des actions qui (nous l'espérons), aboutiront à la formation du Mouvement anarchiste révolutionnaire qui, d'après nos connaissances, serait la première organisation anarchiste à opérer ouvertement en Afrique du Sud.

Etant donné notre manque d'expérience, nous formulons une demande d'aide. Nous avons un besoin de conseils, d'informations écrites et, si possible, d'aide économique. Nous espérons que vous pourrez nous aider ou nous contacter. Ce qui suit sont quelques-unes de nos réflexions sur la situation actuelle.

Il est certain que l'avancée la plus notable qui a été enregistrée est la levée de l'interdiction des partis politiques, parmi lesquels des partis aussi infâmes que le Congrès national africain (ANC).

Dans son essence, le concept de liberté d'expression est relativement neuf ici. Les quarante dernières années étaient sous contrôle du Parti national. Tout, depuis sa politique éducative chrétienne jusqu'à sa police secrète, a été utilisé pour supprimer et opprimer. C'est tout récemment que son armure a commencé à se fissurer. En toute franchise, il lui reste trois ou quatre ans de pouvoir avant de disparaître, comme l'ont mystérieusement fait tant de ses nombreux ennemis.

En tant qu'anarchistes, la menace que représente le Parti national pour nous est moindre (et le fait est que nous devons penser à l'avenir) par rapport à l'inévitable dictature que construira l'ANC.

Depuis ses origines, l'ANC a montré clairement qu'il vendra ses idées autant que ceux qui le suivent pour obtenir le pouvoir. Quand l'ANC fit sa première réapparition dans l'arène politique, il s'allia ouvertement au Parti communiste sud-africain. Mais menacé de se voir écarté par les grandes firmes, l'ANC embrassa rapidement les idées capitalistes.

Aujourd'hui, alors que Mandela se repose dans sa maison à 250 000 dollars et qu'il pense au mariage de sa fille, qui lui a coûté 10 000

dollars, ses « frères » dorment dans des baraques de tôle ondulée. Et pendant que ceux-là prennent l'autobus ou font quarante kilomètres à pied pour aller travailler, Mandela monte dans une de ses deux Mercedes-Benz. Mais les politiques sont ainsi. Et pour des gens pareils, mégalomanes soucieux d'argent, l'ANC est l'organisation idéale. Mais pour eux seuls.

C'est ici que se pose la question : qui, à part l'ANC, représente le peuple sud-africain dans cette farce que d'aucuns baptisent « démocratie » ? Sûrement pas l'inefficace et lourdement libéral Parti démocratique, qui représente les idées des riches sur le marché libre.

Par ailleurs, nous espérons ne pas avoir à subir les tirs de l'extrême droite blanche de l'Afrikaner Weerstand Beweging (AWB) ou de ses équivalents noirs comme l'Armée populaire de libération de l'Azanie.

S'il y a un lieu où la nécessité d'une solution anarchiste s'est fait sentir, c'est bien ici, en Afrique du Sud. De toutes les manières, notre mouvement rencontrera de sérieux problèmes. Comment allons-nous aller vers la population de couleur, qui tend à se méfier de nous ? Le

Parti national s'est assuré que cela ne soit impossible d'avancer notre message dans la rue sans encourir des peines de prison sous des prétextes ridicules comme celui de « trahison ». De plus, restent les problèmes de financement de nos activités et notre manque de connaissances. Heureusement qu'au milieu de tout cela nous avons l'espoir de triompher à la longue. Sinon, l'Afrique du Sud serait destinée à continuer à être la marionnette des pays du Nord alors que les conditions de vie se détériorent.

Extrait d'« Anarchy » (Etats-Unis)
(traduit d'« Ekintza Zuzena », n° 14 - Bilbao, Espagne)

N.B. : il y a trois-quatre ans, le « Fer de lance de la nation » (bras armé de l'ANC, contrôlé par le Parti communiste), mis sur la sellette par des tortures et meurtres infligés à des opposants internes, avait justifié ces crimes en indiquant qu'ils avaient été opérés à l'encontre d'« anarchistes », façon simpliste et stalinienne) de se dédouaner en jouant sur l'idée du « péril » anarchiste à contenir. Cela avait fait, à l'époque, l'objet d'un article, signé Claude Nepper, dans nos colonnes.

L'Amérique des sans-abri (2^e partie)

Un numéro spécial de la revue *Mordicus* sur la situation actuelle aux Etats-Unis doit paraître prochainement.

Textes d'analyses, interviews et témoignages le composent.

L'interview publiée aujourd'hui s'en est échappée

pour donner aux lecteurs du *Monde libertaire* un avant-goût

de ce qu'ils pourront trouver bientôt dans les pages de *Mordicus*.

(suite du n° 951)

Curtis : Depuis dix ans nous entendons un discours qui se veut explicatif de l'état actuel des choses. Les politiques sociales des années 60 seraient les « responsables » de l'échec de l'aide aux pauvres ! Elles auraient renforcé la dépendance des assistés vis-à-vis de l'Etat. C'est pourquoi on préconise maintenant de faire marche arrière. Ce discours est complété par des propositions où il est question de « rendre le pouvoir » aux individus contre l'Etat. Bref, il faudrait se passer de l'aide de l'Etat, car c'est elle qui créerait la dépendance. La réduction des prestations et des services sociaux n'aurait pour but que d'inciter les pauvres à se « libérer » de l'Etat. Ce verbiage délirant est devenu totalitaire ; il domine tout le camp politique : des conservateurs aux libéraux, des républicains aux démocrates.

Question : De notre point de vue nous ne serions que trop heureux de les prendre au pied de la lettre et de confirmer la disparition de l'Etat ! (Rires). Seulement ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Quand les néolibéraux parlent de « libérer les individus » de l'emprise de l'Etat c'est parce qu'ils veulent les asservir aux forces sauvages du marché privé. Le marché libre, c'est leur liberté ! A supposer que cela existe encore !

Curtis : Il est significatif que cette expression « rendre le pouvoir » aux gens soit un héritage des mouvements radicaux des années 60. Elle

était très utilisée par les partisans du « Pouvoir noir », entre autres. Elle est aujourd'hui utilisée par tous les réactionnaires. C'est une récupération du sentiment anti-Etat qui est très populaire dans la société américaine où l'Etat est vu comme un repère de bureaucrates froids et distants, des voleurs qui prennent l'argent des citoyens. C'est une partie de cette même bureaucratie qui suggère la privatisation des services publics comme alternative ! L'activité privée étant présentée, sans aucune honte, comme la garantie d'honnêteté ! Je voudrais également souligner ce qui me semble être une autre contradiction dans ce projet néo-libéral. On parle de réduire l'intervention de l'Etat et de « restituer » aux particuliers la prise en charge de leur vie. Mais l'évolution récente du capitalisme américain a détruit toute la vie sociale, la soi-disant « société civile » a disparu depuis

ébranlé ! Maintenant, voyons le prix de ce retour à l'ordre. Si dans les années 80 on a commencé à amputer les prestations et les services sociaux, aujourd'hui il faut aller encore plus loin. Derrière l'idéologie, il y a la nécessité de réabsorber cette énorme dette publique qui est le prix de la victoire des valeurs conservatrices. L'activité politique, telle que nous l'entendons, est très minoritaire ; mais sur ce plan, aussi, je pense que les choses sont en train de bouger. Il y a une idée qui refait surface et qui se réaffirme : la nécessité de l'action collective face à l'Etat. Il est probable que nous verrons réapparaître cette action collective de façon plus suivie au cours des années à venir. Je pense que les nouvelles générations y sont plus sensibles. C'est déjà visible dans les milieux étudiants. Mais qui peut en être sûr ? Quand la guerre du Golfe a éclaté, il y eut beaucoup de monde dans la rue. Ce fut un mouvement de protestation très éphémère mais aussi très spontané et, surtout, d'ampleur nationale.

Les années 80 : période de retour à l'ordre

dix ans... Il n'y a plus de vie publique, de vie de quartier, de vie associative ou autres. Et l'Etat voudrait transférer certaines de ses fonctions à cette partie désormais inexistante de la société ! Même la famille est en train de disparaître ! Tout le tissu social s'effondre et on parle de lui rendre une fraction de pouvoir !

Jeff : Les années 60 semblent être vues (vues par qui, je ne sais pas très bien...) comme une période de confusion, de chaos, de permissivité, d'où rien de positif est sorti. Inversement, les années 80 sont vues comme la période de rétablissement de l'ordre. Le système a réussi à établir un nouveau respect du marché, de la famille et des valeurs traditionnelles. En particulier, ce sacré « esprit d'entreprise » ! C'était nécessaire à la survie du système, et donc la preuve qu'on l'avait tout de même un peu

déplacé à Baltimore pour visiter l'Etat Shelter, qui fonctionne de façon « autogérée »...

Curtis : Tu as raison ! Nous ne sommes pas dupes. Il se foutait de nous et de nos problèmes. Il voulait voir comment un foyer peut fonctionner sans l'aide de l'Etat. Si ça marche bien et si ça revient moins cher, c'est intéressant !

Question : Pour revenir à la question des sans-abri : quelle est la place des femmes dans la société des exclus ?

Jeff : C'est la seule fraction des sans-abri qui reçoit encore un

Les sans-abri sont majoritairement des hommes noirs

peu d'attention ; celle qui est toujours regardée avec sympathie. Ce qui ne veut pas dire que ses besoins soient satisfaits, loin de là. Le mouvement d'aide aux sans-abri est d'ailleurs très partagé sur cet aspect. Une partie (en faisant un calcul tactique d'efficacité) a décidé de ne parler que de la situation des femmes et des enfants. Représentons le cas de Baltimore. Alors

qu'on y compte 9 000 logements vides, il y a au moins 2 400 personnes, chaque nuit, qui dorment dans la rue ! Baltimore a environ 800 000 habitants, et chaque année 80 000 personnes sont expulsées de leur logement. Cela fait une personne sur dix ! De plus, une maison sur quatre n'a plus ni eau ni électricité. La situation est donc terrible pour les femmes et les enfants. Seulement, et c'est l'autre aspect de la question, très peu de femmes et d'enfants vivent dans la rue. Sur les 2 400 sans-abri au moins 2 000 sont des hommes. Il faut bien le comprendre : la question des sans-abri recoupe aujourd'hui celle, bien plus large, de la détresse des hommes noirs exclus de la production par la crise. Baltimore est une ville noire à presque 70% et la grande majorité des sans-abri sont des hommes noirs. Ils ne peuvent plus trouver de travail, personne ne s'occupe d'eux et personne ne veut s'en occuper... Alors quoi ? Vont-ils se laisser mourir à petit feu ?

Interview réalisée par
Sylvie Deneuve
et Charles Reeve
(Baltimore,
le 3 septembre 1993)

TENNESSEE

Manifestation anarchiste contre le Ku Klux Klan et en faveur de « Chattanooga 8 »

Le 11 septembre 1993, 90 anarchistes originaires d'une douzaine de villes ont organisé un rassemblement et une marche à Chattanooga (Tennessee). Ils étaient là pour faire face à une manifestation prévue par le Ku Klux Klan (elle n'aura jamais lieu), pour protester contre le vingt-troisième meurtre de Noirs en détention préventive par la police, recensé en vingt ans, et pour demander l'annulation des plaintes contre le « Chattanooga 8 ».

Le « Chattanooga 8 » est un groupe de manifestants anticaristes arrêtés le 13 mai 1993, lors de l'inauguration d'un mémorial de la police, pour avoir protesté contre le meurtre d'un camionneur noir, Larry Powell, huit mois auparavant, et le refus du tribunal de poursuivre les huit flics meurtriers. Après le succès du rassemblement, John Johnson, membre des « Chattanooga 8 », a été arrêté à la suite d'une bagarre avec son voisin, lequel avait agressé sexuellement une militante anticariste venue pour la manifestation. La police a refusé d'engager des poursuites contre le voisin.

Pour plus d'information ou pour envoyer un soutien financier (mandats internationaux), écrivez à : « Chattanooga 8 » Defense Campaign c/o Concerned Citizens for Justice, PO box 1066, Federal Courthouse Post-Office BLDG, Chattanooga TN 37461, Etats-Unis.

Extrait de « Slingshot »
(traduction : Relations Internationales)

MORDICUS

n° 12

« SPÉCIAL AMÉRIQUE »

PRIX : 30 F

A commander à

Mordicus

BP 11

75622 Paris cedex 13

En vente également
à la librairie du Monde Libertaire
(chèque à l'ordre de Publico).

VILLEJUIF

Une leçon de solidarité à l'occasion de la grève à l'Institut anti-cancéreux Gustave-Roussy

LE 8 MARS, les infirmiers et infirmières de nuit de l'Institut Gustave-Roussy (IGR), à Villejuif, entamaient, avec le syndicat CGT, l'occupation du quinzième étage de leur hôpital, là où trône la direction.

A tour de rôle, en dehors de leurs heures de travail, ils ont créé, dans ce qui était une salle d'attente à l'allure austère, un lieu de vie parfaitement sympathique, agrémenté d'un tipi et de quelques banderoles.

Un groupe permanent de dix à vingt personnes (chiffres de la direction), relayé jour et nuit et composé d'infirmiers, d'infirmières mais aussi de salariés d'autres secteurs, soutenait les revendications du personnel soignant de nuit :

- recrutement sur 12 postes et demi budgétés et non pourvus ;
- moyens pour fidéliser le personnel ;

- remplacement des absences pour longue maladie, maternité, congés parentaux et sabbatiques, le tout représentant 30% de l'effectif concerné (soit 50 postes sur 158).

Ce dossier, ouvert depuis trois longues années déjà, sortait de l'ornière où l'avaient installé des décideurs.

LE MANS 15, 16 et 17 avril Festival d'expression libertaire

• **Vendredi 15 avril - 20 h 30** : concert chanson francophone au Caveau, 105 Grand'rue, avec Roger Bigot et Alain Aurenche. Entrée : 50 et 60 F.

• **Samedi 16 avril - 15 h 30** : débat *Art et liberté*, salle de quartier des Maillets, rue Montaigne. Entrée gratuite.

• **Samedi 16 avril - 19 h 30** : soirée de l'*Image sauvage* (ciné-vidéo) au Ciné-Poche, 97, Grand'rue : vidéo avec Noël Godin ; *C'est arrivé près de chez vous* (20 h 30) avec André Bonzel, co-scénariste et acteur et surprise, inédite en France (23 h).

• **Dimanche 17 avril - 15 h** : vidéo-débat sur rock alternatif, salle de quartier des Maillets. Vidéo : concert des Béruriers Noirs au Zénith, film des Sex Pistols ; débat : *Alternatif ? Qu'est-ce que cela veut dire ?*, avec Visa ou Houllala Label (production), Wah-Konda (orga concerts) et Short Stories (distribution).

• **Samedi 15 (13 h 30 - 18 h) et dimanche 17 avril (13 h 30 - 19 h)** : Exposition peinture-photos-affiches salle de quartier des Maillets, avec Nicolas Conic, Nathalie Bizard, Stéphanie Lenfant, Daniel Migaud (peinture) et René Malhôte, François-Nicolas L'hardy (photos) et affiches autonomes et libertaires...

Abonnement au festival : 80 F ; soirée *Image sauvage* : 45 F ; festival et adhésion à l'association organisatrice *A Centre-Courant* : 140 F. Réservation au 43.87.58.95. Billeterie : librairie Plurielle, 61, rue Gambetta, 72000 Le Mans. La FA du Mans, co-organisatrice, sera présente lors du festival.

« Quand je veux enterrer un problème, je crée une commission », disait Clemenceau, et aurait pu reprendre M. Beaune, le secrétaire général de l'établissement.

Les conditions de travail, difficiles sur le papier, étaient devenues inacceptables dans la pratique, présentant des risques tant pour les malades que pour le personnel.

Pourtant, ces revendications légitimes furent jugées, à ce tournant, « déraisonnables, compte tenu de la situation économique nationale » par la direction arguant des contraintes que lui imposent ses autorités de tutelle : la DDASS et le ministère de la Santé.

Le ton, alors, se durcit. Pendant que nous recevions des menaces quant à d'éventuelles mesures judiciaires pour réprimer l'occupation illicite, l'affichage sauvage et d'autres reproches du même tonneau, le téléphone sur le lieu d'occupation était coupé, marquant une tentative d'isoler le mouvement. Une riposte mesquine qui ne suffit pas à émousser notre détermination.

Dans la semaine qui suivit, le personnel en lutte et la CGT organisaient une conférence de presse interdite à l'intérieur des locaux, et qui s'est donc tenue devant l'IGR. En plus d'une importante participation du personnel, les journalistes présents ont couvert l'événement de manière satisfaisante (1).

Le résultat de cette opération permit à notre direction d'ajouter aux griefs déjà énoncés le reproche de nuire à la réputation de l'IGR et de porter atteinte à son image de marque. Toute vérité ne serait donc pas bonne à dire ? Pour qui ? Ce ne semble pas être l'avis des malades eux-mêmes.

L'IGR supporte, comme les autres hôpitaux, les résultats d'une politique de restriction des moyens de santé, sachant que sa spécificité en matière de traitement du cancer rend là, peut-être plus qu'ailleurs, la situation critique.

Travailleurs de la santé ou utilisateurs, nous savons devoir ne compter que sur nous-mêmes pour défendre des soins de qualité. Personne ne le fera à notre place. Nous devons répondre aux décisions des gestionnaires, que nous n'avons pas choisis, par la défense des besoins que nous connaissons. Partir des besoins de la population et y répondre, voilà donc le crime, voilà la rupture avec le système de l'intérêt particulier et de la spéculation.

En partant des problèmes spécifiques, catégoriels, le personnel de nuit a sans doute posé une problématique fondamentale.

Au dix-septième jour, à la seizième nuit d'occupation, cinq délégués

syndicaux de la CGT étaient assignés en référé devant le Tribunal de grand instance de Créteil, en vue de l'évacuation de notre campement. A ce moment de la lutte, nous étions assurés de la mobilisation du personnel de nombreux secteurs (alimentation, hôtellerie, secrétariat...), une solidarité acquise à force de débats, d'explications.

Le jeudi 24 mars, le secrétaire général nous proposait la levée de l'assignation contre l'évacuation des lieux. Nous n'avions pas à modifier nos exigences, nous ne l'avons pas fait.

Un engagement écrit fut rédigé : outre l'annulation du procès, la direction acceptait de participer aux négociations que nous avions mises en œuvre avec les interlocuteurs départementaux.

Ce conflit, suivi de près par le cabinet de Simone Veil, est symptomatique de luttes existantes dans d'autres centres hospitaliers, et qui risquent bien de rebondir dans les mois à venir. C'est sans doute pourquoi la DDT, la DDASS le préfet ont accepté de participer à de réelles négociations dont le calendrier est aujourd'hui établi.

Pour notre part, outre les délégués CGT, des représentants des infirmiers et infirmières de nuit désignés par leurs collègues participeront à ces rencontres qui doivent aboutir à la satisfaction des revendications posées. Le mode d'action original que nous avons mis en œuvre a semble-t-

il troublé nos « interlocuteurs », habitués aux grèves traditionnelles qui consistent, en fait, à assurer le service habituel auprès des malades en amputant les salaires des grévistes.

Sans porter préjudice aux patients (quoi qu'en disent nos adversaires), le personnel de nuit a su mener la lutte là où il convenait de la mener. Ensemble, nous avons appuyé là où ça faisait mal.

Qu'on ne s'y trompe pas, la lutte se poursuit sous une autre forme, un résultat doit être obtenu.

L'expérience que nous avons vécue a irrémédiablement modifié les rapports des salariés entre eux mais aussi vis-à-vis de la hiérarchie.

Nous avons lutté ensemble (malgré les tentatives de division sur lesquelles il ne convient pas de s'attarder), nous restons parfaitement solidaires et résolus à aboutir.

De quoi sera fait demain ? Il sera fait, en tout cas, avec ces gens qui ont osé, pour eux, pour nous. Nous sommes à présent un peu plus que des collègues.

Prendre ses affaires en main, c'est quand même le pied !

Jean
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

(1) Etaient présents pour la presse écrite : *le Parisien*, *le Monde*, *l'Humanité*, *Connaissance du Val-de-Marne*, *Infirmières Magazine*, *Infos Infirmières*, *la Forge* ; et pour les radios : TSP et Radio Libertaire.

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

Les chômeurs défilent en toute indépendance

Une quinzaine de chômeurs a défilé jeudi 24 mars à Charleville-Mézières, de la place Ducale à la préfecture, pour montrer que le chômage n'est pas une « maladie honteuse ». Les initiateurs de ce groupe ont l'intention d'organiser une manifestation tous les quinze jours.

Lors d'un premier rassemblement, avant le premier tour des élections cantonales, ils avaient appelé à l'abstention et collé leurs affiches sur celles du Front national. Par ailleurs, lors de ce premier rassemblement, l'un de ces chômeurs avait eu des mots violents avec le secrétaire de l'Union départementale CGT, qui s'était joint au défilé.

Jeudi 24 mars, l'un des responsables des Verts a été renvoyé de la même façon.

Ce groupe de chômeurs, dont l'initiative est purement spontanée et sans coloration politique, part d'un constat : les partis et les syndicats n'ont pas su prendre en charge les problèmes des chômeurs, aux chômeurs de faire entendre leur voix.

Prochain rassemblement, jeudi 7 avril à 14 h 30, place d'Erion à Reims, puis ensuite à Troyes.

Liaison FA des Ardennes

**SPECTACLE DES INDIENS
MAPUCHES**
par des enfants de l'école
Folli che Aflaii
(Santiago-du-Chili)
MERCREDI 13 AVRIL
19 h 30
Salle Jean-Dame
17, rue Léopold Bellan
(M^e Station) 75002 Paris
Entrée : 30 F.

Soirée soutenue par : Tribal Act, France-Amérique latine, « Nitassinan », Pillan, Jeunes pour le monde et pour la paix, Unarti.

Associations

ECOUEN : PROJECTION D'« UN AUTRE FUTUR » (RAPPEL)

Le vendredi 8 avril à 20 h, « Association d'Idées » organise la projection d'*Un autre futur*, film de Richard Prost (témoignages d'acteurs anarcho-syndicalistes de la guerre et de la révolution de 1936 en Espagne), au Centre Simone-Signoret, avenue Maréchal-Foch à Ecouen (Val-d'Oise). La projection sera suivie d'une bouffe et d'un débat. Entrée : 30 F.

PANTIN : CONFÉRENCE-DÉBAT SUR L'ITALIE AVEC LE CERCLE BERNERI

Le cercle Berneri vous invite, le vendredi 8 avril à 19 h 30, à une conférence-débat sur l'Italie, suite à la victoire de Berlusconi, de la Ligue du Nord et du MSI et donc du retour des fascistes (MSI) dans les allées du pouvoir.

Il sera aussi question du devenir des luttes sociales autonomes.

Cette conférence aura lieu au local Des libertaires édité (DLE), 20, avenue Wéber (M^e Aubervilliers-Pantin-Quatre-chemins) à Pantin.

PARIS : SOIRÉE IRLANDAISE

L'association « Solidarité Irlandaise » vous invite, le samedi 9 avril de 19 h à 23 h, à une soirée irlandaise (musique, Guinness et saumon), avec une vidéo et un débat sur la situation en Irlande du Nord. Entrée gratuite. Cette soirée aura lieu au Bar associatif de Montreuil, 33-35, rue Arago (Métro Robespierre), 93100 Montreuil-sous-Bois.

SAINT-AVOLD : LES RENCONTRES ALTERNATIVES (RAPPEL)

L'Association culturelle libertaire, le collectif « Ne Plus Subir » et le Syndicat des employés, travailleurs et précaires de la Moselle organisent les samedi 23 (de 14 h à minuit) et dimanche 24 avril (de 9 h à 19 h) des « Rencontres alternatives », Salle des Congrès de la Piscine à Saint-Avoid. Les débats porteront sur les thèmes suivants :

— « le travail et l'économie », avec Jacky Toublert (gr. Pierre-Besnard de la FA), Aimé Marcellan (CNT-AIT) et le

Mouvement pour l'autogestion distributive (MAD) ;

— « le fascisme et l'exclusion », avec Louis Janover et l'association Réflex ;

— « la femme et sa place dans la société », avec Hélène Hernandez (FA) et des membres de la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC) ;

— « l'école Bonaventure d'Oléron », avec des membres (FA) de l'association Bout d'ficelle.

Des tables rondes seront organisées autour de la presse, de l'économie, du syndicalisme, de l'antimilitarisme, de la situation étrangère (Allemagne, Algérie, Irlande du Nord, ex-Yougoslavie, Nicaragua et Palestine).

Un espace sera réservé aux médias indépendants, journaux et radios libres. A cette occasion, une vidéo sur la fabrication du *Monde libertaire* est prévue.

Renseignements : Bernard Nihotte, BP 74, 57805 Freyming-Merlebach cedex.

LITTÉRATURE

Chroniques inactuelles

SEULS L'IGNORENT, peut-être, les sourds-muets qui n'ont pas la télé : le livre a une actualité, et l'actualité du livre, ces jours-ci, c'était le Salon. J'aurais voulu me gausser tout au long de ce hangar où, après l'Agriculture, la Culture tout court rassemble les d'Ormesson, Labro, BHL, Paul-Loup Sulitzer et autres bœufs qui chient du best-seller à la tonne, les actrices, horoscopeuses et autres volailles dont le ramage se vend sur la seule foi du plumage, les gens de lettres aux exquis états d'âme, les rances plumitifs en orbite depuis cent ans autour de leur nombril, et les moutons lecteurs venus paître leur pâturage de synthèse ; j'aurais voulu imaginer les effets d'une bombe à neutron qui, dans le mégalomane entrepôt, n'épargnerait que les vrais livres ; j'aurais voulu vous causer d'un de ces rares, grands et vrais bouquins, *Les coups*, de Jean Meckert, mais, sur ce dernier point, ce sera pour la prochaine fois. L'actualité, la vraie, n'attend pas : ces jours-ci, il y a une littérature de l'immédiat à écrire et à distribuer, et beaucoup de longueurs de trottoir à arpenter ; le bruit des vitrines qui explosent et des conversations passionnées qui se nouent m'est plus doux que les papotages salonards, plus doux même que le long et puissant chuchotis qui s'élève, le soir, entre les volumes, sur les rayonnages des bibliothèques. En attendant d'y revenir, quelques notes apéritives...

Gustav Hasford, auteur du *Coup du gitan*, nous fait rire, mais le rire, ici, serait plutôt de ceux qui secouent les tripes des survivants d'une tuerie, quand le fracas des armes s'est tu et qu'on cache sous une gaieté bruyante la honte de vivre encore. Co-scénariste de *Full metal jacket*, cet ancien du Vietnam savait parler des corps qui se perdent et des illusions qui les suivent. Comme son héros, il faisait le commerce des livres anciens, mais à la différence de ce dernier, il les volait, ce qui lui valut cinq ans de prison. Dès le premier chapitre, le narrateur et celle par qui tout adviendra se livrent à une joute oratoire, exercice de dénégation destiné à conjurer l'inévitable catastrophe de la passion amoureuse. C'est un peu longuet, mais par moments, la fusée décolle : « *Moi, je ne serai jamais la femme de quelqu'un, c'est pas mon boulot. Les hommes me promettent la lune et m'offrent des croissants... J'ai tout ce qu'on demande à une femme, sauf une épaule pour pleurer.* » « *Est-ce qu'on t'a déjà dit que tu parlais comme dans un feuilleton de télé.* »

« *Evidemment. Toi aussi. Tout le monde. Je m'en fous... Tu sais aussi bien que moi qu'il faudra, tôt ou tard, que nous replaçons toutes les répliques de tous les scripts de La croisière s'amuse. Autant commencer tout de suite.* » « *... Sauf qu'il s'agit de vie et de mort, et que ce n'est pas drôle.* », ajoute-t-elle un peu plus tard. Ensuite, pleuvent les cadavres et le héros va révéler son génie baroque de la violence, sans jamais perdre l'occasion d'un bon mot désespéré.

Bruce I. Mayence, ouvrier boulanger et écrivain belge, possède cet amour sans recul de la langue qui peut, chez les autodidactes, donner tantôt le pire jargon et tantôt (c'est son cas) le meilleur d'une langue comme repeinte à neuf. Yves, dessinateur de BD, vient s'installer dans la famille de l'immonde Baas, patron d'une boulangerie industrielle, qui tyrannise sa famille et adore sa fille unique. Baas va reconnaître dans Yves le fils de l'homme qu'il chassa jadis, il va deviner très vite qu'Yves est venu le venger et décider pourtant de l'aimer comme un fils. C'est la trame du *Pain sur la planche*, implacable et simple comme si elle avait été tirée du grand réservoir des mythes littéraires de tous les temps. Dans ce récit, alternent les voix : celle d'Yves et Baas, mais aussi celle d'Ingrè, la touchante servante qui sert à tout, de Nico, l'ouvrier-boulangier rival du nouveau venu, de Katia, la fille fille d'amour, et d'autres encore, le garde-champêtre, le retraité, le simple d'esprit... qui traçent en arrière-fond le tableau d'un monde populaire âpre et haut en couleurs, quelque part sur la côte flamande.

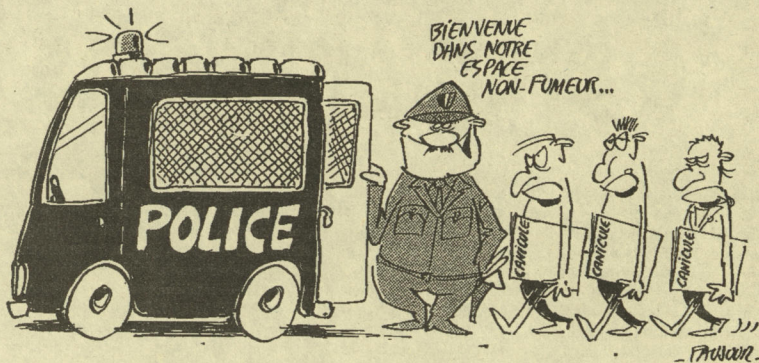
Faux débutant (il a déjà publié *La carrière des singes de marbre* aux éditions Le Cri et accumulé les manuscrits), Mayence est un écrivain d'avenir. Ce qui, dans le paradis démocratique du capitalisme moderne, signifie deux avenir possibles : soit il devient l'un de ces écrivains de fan-club dont un petit cercle d'initiés suit les parutions (en attendant la consécration post-mortem qui lui fera une belle jambe, là où il sera) ; soit il fait ce qu'il faut pour être reçu dans un monde de rivalités minables et de féodalités intraitables, d'incompétence triomphante et de modes ridicules, de prébendes étatiques, de copinage éhonté, d'asservissement médiatique, le monde des Salons.

Serge Quadruppani

(1) Gustav Hasford, *Le coup du gitan*, Série Noire, éditions Gallimard. Prix : 45,50 F (+ 10% de frais de port).
(2) Bruce I. Mayence, *Du pain sur la planche*, Troubles, éditions Métailié. Prix : 85 F (+ 10% de frais de port).

CENSURE

« Canicule » interdit aux mineurs depuis bientôt un an



DEPUIS bientôt un an, *Canicule* est interdit à la vente aux mineurs (Journal officiel du 11 mai 1993). Motif invoqué par la commission de surveillance des publications destinées à la jeunesse (CDPD-jeunesse) : « *Présentation de la toxicomanie sous un jour favorable.* »

L'interdiction « de proposer, de donner ou de vendre » notre journal aux mineurs est lourde de conséquences. C'est parmi ces mêmes jeunes que nous sommes les plus populaires.

Cette sanction revient à interdire *Planche Mag* aux véliplanistes, *Minute* aux fascistes, *Santé* aux hypocondriaques, voire *Pomme d'Api* aux pédophiles. En outre, nombre de nos vendeurs sont eux-mêmes, pour l'instant, des mineurs. La sanction qui nous frappe peut donc être synonyme de condamnation à mort.

LILLE
RADIO CAMPUS (106.6)
chaque Vendredi
de 19 h 30 à 20 h 30
« **La voix sans maître** »
(émission animée par le centre culturel
libertaire Benoit-Brouchoux
et le groupe Humeurs Noires de la FA)

Les censeurs du ministère restent sourds à toutes nos demandes d'audition... peut-être lisent-ils trop de revues interdites aux mineurs ?

Depuis un an, nous avons publié deux numéros et n'avons eu de cesse de demander le réexamen de notre situation. Toujours rien. Il n'y a que des vieux croutons rassis pour priver les jeunes d'un journal de jeunes. A quand l'interdiction du rock'n'roll ou des émissions interactives sur les radios libres ?

En tout cas, notre situation a ému de nombreuses personnes : amis et camarades, inconnus et célébrités, ils sont déjà 1 500 à avoir signé la pétition demandant la levée de notre interdiction. Voici ceux dont le nom vous dira quelque chose : Alain Aurenche, Jean-Luc Benhamias, Bernar, Yves Boisset, l'équipe de *Charlie Hebdo*, le CIRC, le professeur Choron, Didier Daeninckx, Patrick Eudeline, l'équipe de *Fluide Glacial*, Yves Frémion, Jean-Pierre Galland, Gédé, Gogol 1^{er}, Jean-Marie Gourio, Annie Gotzinger, Dominique Jamet, Alain Krivine, Denis Langlois, Serge Livrozet, La Mano Negra, Mouloudji, Mouna, Noir Désir, Pasquani, Eric Pétetin, Pef, Jean Ristat, Catherine Ribeiro, Riss, l'association Robin des bois, François Salvaing, Charlie

Schlingo, Marianne Sergent, Gilles Servat, Les Tontons flingueurs, Siné, Tignous, Patrick Timsitt, Philippe Val, Dominique Voynet, Vuillemin, Antoine Waechter, Les Wampas, Willem, Wolinski, Les Zappeurs.

Aujourd'hui *Canicule* est un apéritif pour l'ogre anisé de l'intérieur ; demain vous pourriez être le plat de résistance... En parlant de notre combat, vous défendez une liberté qui est aussi la vôtre.

Pour nous soutenir, pour obtenir plus d'informations, écrivez à *Canicule*, 30, rue des Boulets, 75011 Paris. Tél. : 40.12.31.18/ 48.58.26.86.
L'équipe de « *Canicule* »

LOUIS CAPART
accompagné au piano
par Nicole Van De Kerchove

Samedi 16 avril
Salle Jean-Eiffel
CHAMPS-SUR-MARNE
Renseignements : 64.73.48.48

Mardi 19 avril
Théâtre Clavel
3, rue Clavel (M^o Pyrénées)
75019 PARIS
Réservations : 43.84.70.04

LILLE - 1^{er} AU 14 AVRIL

Festival « Art et Anarchie »

Programme de la seconde semaine

- **Jeu**di 7 avril à 21 h, Ateliers du 49 ter à Wazemmes, rue du Docteur-Yersin (métro Porte-de-Postes) : *Performances*, décors, plastiques, sauces, vidéos, peintures, diapos...
- **Vend**redi 8 avril à 20 h, Mairie annexe du Vieux-Lille, place Louise-de-Bettignies : conférence-débat sur le thème de la chanson libertaire avec Gaetano Manfredonia et M. Wilmet.
- **Sam**edi 9 avril à 15 h, salle Courmont, rue Courmont, quartier des Moulins (métro Porte-d'Arras) : *Capharnaum de Los Ratpis* (théâtre), par l'association Pass

Pass, et concerts avec La Lune parle toute seule, Moon In June (ex-Globules bleues), Petit futur, Wao.

Expositions, stands, tables de presse.

Entrée : 50F (30 F pour les chômeurs, étudiants, insoumis, déserteurs... évadés).

• **Dim**anche 10 avril à 14 h, salle Courmont : concerts avec Angoisse rouge, Stink Sisters, Zarbi Band, Space Farmers, Dead Michel Simon, Figure Head, Scraps. Entrée : 50 F (30 F pour les chômeurs...).

• **Lun**di 11 avril à 20 h, Maison de quartier de Fives : *Capharnaum de Los Ratpis* (théâtre).

• **Mardi** 12 avril à 21 h, Carré des Halles : Gérard et son orgue de Barbarie.

• **Mer**credi 13 avril en après-midi : *Globule et Mescaline*, théâtre pour enfants par l'association Pass Pass.

• **20 h**, cinéma l'Univers : *Zéro de conduite* de Jean Vigo et *L'An 01* de Gédé et Jacques Doillon.

Entrée : 37 F pour les deux films + une boisson.

• **Jeu**di 14 avril à 20 h, Mairie annexe du Vieux-Lille : conférence-débat autour de Léo Ferré, avec Robert Horville, auteur de *La Mauvaise graine*.

CHÔMAGE

Au théâtre des guignols le programme ne change pas

(suite de la « une »)

deux étapes. Quand on sait qu'en 1981, déjà, le programme mitterrandien prévoyait « une réduction du temps de travail jusqu'à 35 heures par semaine sans diminution de salaire », on comprend que les deux étapes en question ne se courront pas contre la montre ! D'ailleurs, la résolution adoptée qualifie la semaine de quatre jours de « projet à long terme ». ... Enfin, le Monde nous informe que « les rocardiens et les fabusiens, qui ne voulaient pas entendre parler de réduction du temps de travail sans réduction de salaire, ont accepté de faire un pas de côté ». La résolution finale indique en effet que « cette réduction du temps de travail n'impliquera pas d'atteinte au pouvoir d'achat des salariés ».

Bravo ! Voilà qui nous change, en effet, de la dernière déclaration de Rocard sur ce sujet, tout juste avant le congrès du PS, et où il relançait l'idée du « partage du travail et des revenus » (3), ce « partage » en faveur duquel prêchent tous les évêques, archevêques et cardinaux, ainsi que les patrons chrétiens réunis en conclave à Grenoble. Mais les « conventionnels » ont dû se dire qu'on n'attire pas les électeurs avec du vinaigre. Et puis dans l'opposition ça ne mange pas de pain de se montrer généreux...

Par contre, Balladur et Giraud ne pinailent pas. Leur loi quinquennale prévoit carrément une aide de l'Etat pour trois ans « aux entreprises réduisant d'au moins 15% la durée du travail, avec baisse de salaire obligatoire, en échange d'une augmentation des effectifs de 10% ».

Casse-tête en soutien à Radio Libertaire
« Oh, les belles cerises ! »

Joli casse-tête (rouge et vert), en chêne et en cuir, rappelant la chanson-symbole de Radio Libertaire : *Le Temps des Cerises*.

Avec un peu d'astuce ou quelques heures de patience et de réflexion, vous séparez sans problème les deux fruits de la feuille. La solution est livrée avec. Prix : 30 F (port non compris). Chèque à libeller à l'ordre de Publico.

Librairie du Monde Libertaire
145, rue Amélot, 75011 Paris

C'est, en quelque sorte, le programme initial de Rocard qu'ils appliquent, ce qui est devenu, chez eux, une seconde nature.

Les « conventionnels » du PS se sont attachés, nous dit-on, à développer des arguments « pour rappeler que la droite et la gauche ne sauraient se ressembler ». Certes, au dernier congrès, les courants majoritaires (Rocard, Fabius, Jospin, Mauroy, plus la « Gauche socialiste ») ont proclamé qu'ils « reconnaissent, dans bien des domaines, le dynamisme et l'efficacité de l'économie de marché » (4), ce qui n'est pas de nature à effrayer Balladur.

Appliquons-nous, tout de même, à déceler les différences. Ainsi les « conventionnels » préconisent « l'aménagement du temps de travail ». C'est une vieille histoire, lancée déjà en 1981, avec Mauroy et Rocard, pour mieux utiliser les machines, y compris les samedis et les dimanches. Il s'agissait de « dégager des gains de productivité », disait Mauroy, ce qui était puissamment raisonné, puisque c'est justement l'augmentation de la productivité qui explique (en partie) la croissance du chômage. A l'époque, la gauche appelait ça « le nouvel horaire de solidarité »...

Une « modulation annuelle » faisant bosser les esclaves salariés en fonction des commandes

Ces géniales idées, Balladur et Giraud ne pouvaient manquer de les récupérer pour leur fameuse loi quinquennale qui encourage une « modulation annuelle », permettant de faire bosser les esclaves salariés en fonction des commandes, avec des grandes semaines et des petites, parfois du chômage partiel, souvent des horaires biscornus (comme chez Peugeot-Citroën).

Autre cheval de bataille, le « temps partiel », le « temps réduit choisi », disent élégamment les « conventionnels » sociaux. Mais c'est déjà un vieux canasson puisqu'il figurait au programme de Giscard en 1981. « L'Entente des écologistes » avait enfourché pour les Législatives de 1993. Bien entendu, la loi quinquennale ne pouvait moins faire que de favoriser l'exonération de 30% des charges sociales patronales pour les emplois à temps partiel, dont l'horaire pourra par ailleurs varier tout au long de l'année ». Seul le PCF voit dans la généralisation du temps

partiel une aggravation de la précarité. Mais Balladur s'en fout, ce qui importe pour lui et tous les autres, à droite comme à gauche, c'est de faire baisser le nombre d'inscrits à l'ANPE. (En ce qui concerne le PCF, il convient de mentionner qu'il se prononce, lui aussi, pour les 35 heures. Il veut également le SMIC à 7 000 F, faire payer les riches par plus d'impôt sur les grandes fortunes et les bénéficiaires. Et il incite à « produire et consommer français »...

Bien entendu, quelques strapontins au gouvernement suffisent à le calmer. Comme disait Krasucki en 1982, « il ne faut pas casser la baraque ! »

Dans cette lutte épique contre le chômage, il reste à explorer ces fameux « gisements d'emplois », les petits boulots de proximité, les services rendus aux vieux, aux malades et même à tous les particuliers qui font la grasse matinée (aux Etats-Unis, on a vu apparaître les porteurs de pizzas et les promeneurs de chiens...)

Edmond Maire fut le pionnier en la matière, bientôt suivi par Philippe Seguin qui s'interrogea : « Pourquoi a-t-on supprimé les poinçonneurs du métro ? »

Bien sûr, Balladur ne pouvait ignorer ces immenses possibilités, et sa loi quinquennale instaure, par exemple, des « chèques services », destinés à faciliter les démarches administratives des particuliers pour les emplois à domicile, tels que la garde des personnes âgées...

Pendant trois heures, le dernier « séminaire » gouvernemental a pu aligner d'impressionnantes mesures telles que la présence obligatoire de gardiens d'immeubles dans les ensembles dépassant « une certaine taille », la création de « contrats verts » pour débroussailler les bords des rivières et les chemins de campagne, l'amélioration des services dans l'hôtellerie, la restauration, les stations d'essence, sur les parkings. De quoi redonner de l'espoir à notre jeunesse...

Selon Balladur, ces « gisements » recèlent des dizaines de milliers d'emplois (pour 3 millions... 300 000 demandeurs !). A part ça, la SNCF, Usinor-Sacilor, Renault et d'autres boîtes du secteur étatique préparent imperturbablement bien autant de suppressions de postes.

Selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), les géniales mesures de « nos » géniaux « politiques » et le retour annoncé de la croissance n'empêcheront pas d'atteindre 3,5 millions de chômeurs fin 1994. Pourtant, le gouvernement avait voulu « relancer l'économie en distribuant de

l'argent principalement aux entreprises (46 milliards de francs dès 1993 au titre de la TVA) » (6). Tous les allègements, toutes les aides réclamés par les patrons ont été accordés, par la droite comme par la gauche, car, nous a-t-on répété sur

A propos du CIP : il s'agissait de fournir aux patrons une réserve de main-d'œuvre à bas prix

tous les tons, il faut baisser le coût du travail. Et il n'existe pas de petites économies en la matière puisque la loi quinquennale prévoit la réduction des heures de délégation dans les entreprises de moins de 50 salariés et la fusion des fonctions de délégués du personnel et des élus au comité d'entreprise dans celles de moins de 200 salariés.

Quant au désormais célèbre CIP, les jeunes n'ont pas eu besoin d'un dessin pour comprendre qu'il s'agissait moins de faire baisser le chômage que de faire monter les profits des patrons en fournissant à ceux-ci une réserve de main-d'œuvre à bas prix.

Tout cela n'empêche pas que « les entreprises sont engagées dans la spirale sans fin des réductions d'emplois » (7). Il s'agit d'une « incontrôlable course à la productivité ». « Nous pratiquons la réduction permanente d'effectifs », expliquent paisiblement les directeurs des « ressources humaines » de la CIT-Alcatel et de Thomson SA (8).

Devant une telle situation « incontrôlable » que voulez-vous que Balladur et Rocard fassent, sinon produire des discours. D'ailleurs personne, à droite comme à gauche, ne veut limiter les pouvoirs patronaux. Ainsi, quand il a promulgué ses fameuses lois en 1981, Auroux a

refusé tout droit de veto que les comités d'entreprises pourraient opposer aux licenciements, car il ne peut être question, disait-il, de « mettre en cause l'unité de la direction ».

Mais gardons confiance car voici que sont annoncées de nouvelles créations d'emplois : récupérateurs d'ordinateurs, éboueurs des mers, réacclimatateurs d'animaux sauvages... et clowns d'entreprises pour remonter le moral des prolétaires de l'heure du casse-croûte (9).

Nous avons déjà les clowns du cirque électoral, les brasseurs d'air, les moulins à paroles du « microcosme » politique. Mais tous ces guignols, payés par les contribuables à un tarif supérieur au SMIC, finissent par être fatiguants car, nous venons de le voir, ils ont tous le même programme qui ne change jamais.

Sébastien Basson

- (1) « Les principales propositions économiques des dix candidats », le Monde du 24 avril 1981.
- (2) Le Monde du 1^{er} mars 1994.
- (3) Le Monde du 8 octobre 1993.
- (4) Le Monde du 23 juillet 1993.
- (5) Le Monde du 1^{er} janvier 1994.
- (6) Le Monde - Bilan économique et social 1993, p. 53.
- (7) Le Monde - Bilan économique et social 1993, p. 197.
- (8) D'après le Progrès de Lyon du 21 mars 1994.

AVIS AUX GROUPES ET LIAISONS FA... POUR DISTRIBUTION DANS LES MANIFS

Des paquets (de 200 exemplaires) de ML invendus sont disponibles à la librairie du Monde Libertaire contre 41 F (frais de port pour un paquet)

SOMMAIRE

Page 1 : CIP retiré ne fait pas le printemps (suite p. 3), Au théâtre des guignols le programme ne change pas (suite p. 8), Communiqué : Lettre ouverte à ceux qui cherchent des boucs émissaires (suite p. 3).
Page 2 : Pétain école ?
Page 3 : CIP retiré ne fait pas le printemps (suite de la « une »), De la révolte à la révolution, Communiqué : Lettre ouverte à ceux qui cherchent des boucs émissaires (suite de la « une »).
Page 4 : Belgique : Coup d'envoi pour la campagne de débaptisa-

tion, Afrique du sud : De l'apartheid à l'ANC, Infos FA.
Page 5 : L'Amérique des sans-abri (suite du n° 951).
Page 6 : Une leçon de solidarité à l'occasion de la grève à l'Institut anti-cancéreux Gustave-Roussy, Les chômeurs défilent en toute indépendance, Associations.
Page 7 : Chroniques inactuelles, « Canicule » interdit aux mineurs depuis bientôt un an, Festival lillois « Art et Anarchie ».
Page 8 : Au théâtre des guignols le programme ne change pas (suite de la « une »).